

Exaspérés par le débat sur la laïcité et l'islam, des militants quittent le parti ou bataillent en interne.

A droite, les musulmans à cran

Pour l'heure, il est le seul à avoir publiquement déchiré sa carte de l'UMP. Il l'a fait spectaculairement, à grands coups de ciseaux, le 10 mars, lors de la rencontre organisée à la Mosquée de Paris contre le débat sur la laïcité et l'islam. Abdallah Zekri a-t-il été suivi? Son appel à «tous les musulmans de l'UMP» a-t-il été imité? «J'ai reçu des dizaines de mails, de SMS, de coups de téléphone de soutien», déclare-t-il. Et «une quinzaine de personnes» l'auraient rejoint. Depuis, Zekri a adhéré au Parti socialiste. Lors des cantonales, il a «fait campagne pour le candidat soutenu par le PS contre le FN». Franco-Algérien, gaulliste historique, Abdallah Zekri a d'abord milité au RPR avant de rejoindre l'UMP lors de sa création. Il a apprécié Nicolas Sarkozy lorsque ce dernier a été nommé à l'Intérieur: «C'est lui qui a lancé le Conseil français du culte musulman.» Il l'a soutenu lors de la campagne de 2007: «J'ai mouillé ma chemise pour lui.» Puis il a été déçu par l'évolution de son parti. Après le débat sur l'identité nationale, celui sur la laïcité et l'islam est de trop. «A l'UMP, il y a une aile droite dont le discours est plus intégriste et fondamentaliste que celui du FN», dit-il.

Autre déçu de l'UMP, Abderrahmane Dahmane, conseiller technique de Sarkozy. Le 10 mars, il déclarait que «l'UMP de Copé, c'est la peste pour les musulmans». Le lendemain, il était limogé. Depuis, Dahmane a pris la tête d'une croisade contre Jean-François Copé, organisateur du débat sur la laïcité et l'islam du 5 avril (lire ci-contre). Hier, il a lancé un appel aux «Français de confession musulmane» afin qu'ils quittent l'UMP, «bateau de [...] cette peste qui devient brune, qui est une horreur pour les musulmans et pour les Français».

Suivis par la base. Si Zekri et Dahmane ont publiquement rompu avec l'UMP, c'est qu'ils se savent suivis par une bonne partie de leur base. Rares sont, en effet, les musulmans favorables à ce débat. Y compris à droite. Exception: Fatima Belarbi, présidente de l'Association des femmes marocaines à l'étranger. Elle se dit «proche de l'UMP sans pour autant être dedans». «Je suis une personne de communication. Pour moi, tous les débats sont les bienvenus, affirme-t-elle. Mais je veux un débat de haut niveau qui permette vraiment de poser les problématiques que rencontrent aussi bien les pratiquants musulmans – on veut des salles de prière dignes – que le pays d'accueil.» Pour elle, l'UMP n'est pas islamophobe: «Au contraire, elle veut freiner l'islamo-

phobie.» «Un tel débat peut apaiser les gens et être bénéfique pour l'islam et pour toutes les religions», veut-elle croire.

Abdessamad el-Abar, militant UMP à Versailles, vice-président du Cercle de la diversité républicaine (proche de l'UMP) et cadre dans le privé, n'est pas d'accord. Il pense au contraire que «le débat sur l'islam n'a pas lieu d'être. Il va nous arriver ce qui est arrivé pendant le débat sur l'identité nationale. On va encore nous stigmatiser». Eric Besson, alors ministre de l'Immigration, «nous avait dit de ne pas nous faire de souci, qu'on débattrait de tout ce qui fait l'identité nationale, rappelle-t-il. En

«C'est une blessure pour moi, pour les millions de musulmans qui sont en France, et pour les milliers de militants UMP de sensibilité musulmane.»

Fayçal Méria élu UMP à la mairie d'Aubervilliers

fait, le débat a porté sur l'islam. Les musulmans se sont sentis stigmatisés. On va refaire la même chose. L'UMP est en train de courir après le FN». Pour autant, il n'envisage pas de quitter le parti. «Je n'ai pas rendu ma carte, je ne le ferai pas, mon choix est fait, je considère que le combat doit continuer à l'intérieur.»

Fayçal Méria, élu UMP à la mairie d'Aubervilliers et chef d'entreprise, n'envisage pas non plus de suivre l'exemple d'Abdallah Zekri. «Je suis un élu, je ne renie pas mon parti, je ne ferai pas plaisir à cette frange-là de l'UMP.» Lui aussi dénonce ce débat: «C'est une blessure pour moi, pour les millions de musulmans qui sont en France, et pour les milliers de militants UMP de sensibilité musulmane.» Et il promet lui aussi de se battre en interne: «Je comprends que les gens soient gênés par les prières dans la rue. Mais j'explique aux militants et aux élus que les musulmans ne le font pas par plaisir mais parce qu'ils manquent de lieux de culte.»

L'éventuelle fronde des musulmans inquiète-t-elle Copé? Abdallah Zekri leur a demandé de «manifeste devant le siège de l'UMP le 5 avril», jour du débat sur la laïcité. Le 18 mars, le parti publiait un communiqué annonçant que «les musulmans de France favorables à l'UMP et à la majorité présidentielle [ont décidé] de créer l'Union des Français musulmans (UFM)». Abdessamad el-Abar et Fayçal Méria n'envisagent pas d'y adhérer. «On me l'a proposé mais cela ne m'intéresse pas, dit le premier. Je suis Français à part entière. Je n'ai pas envie qu'il y ait un amalgame entre le reli-

gieux et le politique.» Le second est tout aussi sévère: «On ne peut pas être un parti républicain, croire en la laïcité, et créer à l'intérieur un petit groupe communautaire.» L'UMP s'est-elle rendu compte qu'elle avait fait une boulette? Le communiqué annonçant la création de l'UFM a disparu de son site. Selon Abdallah Zekri, Jean-François Copé aurait affirmé n'avoir pas été informé de sa création. Et ne pas y être favorable.

Malsain et électoraliste. Quant à Dahmane Mebrouki, le président de l'UFM, il affiche sa distance avec le parti majoritaire: «Notre association est proche de l'UMP, nous partageons ses idées, nous soutenons l'action du Président depuis 2007. Mais notre création n'est pas une initiative de l'UMP. Et personnellement, je n'en suis pas membre.»

L'UFM pourrait être la seule représentante des musulmans le 5 avril. Le Conseil français du culte musulman a annoncé qu'il ne participerait pas à cette réunion. Les catholiques, protestants, juifs, sikhs et jusqu'aux francs-maçons du Grand Orient, ardents défenseurs de la laïcité, dénoncent un débat malsain et électoraliste. Claude Guéant recevra d'ici à la fin de la semaine prochaine les responsables des principales religions.

CATHERINE COROLLER

LE 5 AVRIL, UN DÉBAT EN MINUSCULE

Hier, le détail de l'organisation du débat sur la laïcité et l'islam du 5 avril n'était toujours pas finalisé. D'après l'UMP, il devrait l'être jeudi. La rencontre débutera vers 16 ou 17 heures, et se composera d'ateliers et tables rondes. «Le débat aura lieu, il sera bref», confirme Claude Guéant, le ministre de l'Intérieur, chargé des cultes. Des représentants des religions sont censés y participer. Le Conseil français du culte musulman a prévenu qu'il n'en serait pas. L'épiscopat a fait part à plusieurs reprises de sa «réserve» et son «inquiétude quant à la stigmatisation d'une partie de la population». Hier, il ne confirmait pas sa venue à la rencontre. Les participants à la rencontre devraient notamment discuter des lieux de prière, de la formation des imams, du port du foulard par les collaborateurs occasionnels du service public, de certaines pratiques à l'hôpital ou dans les salles de sport, ou encore de la viande halal dans les cantines scolaires. Selon Claude Guéant, le débat sur la laïcité et l'islam donnera lieu à «des conclusions [...] dans la dizaine de jours qui suivront». C.C.

Trois ans après sa création, l'UMP, machine électorale taillée pour la chiraquie, a été préemptée par Nicolas Sarkozy. Alain Juppé s'est éloigné de la vie politique. Sarkozy quitte le gouvernement pour prendre l'UMP. Il est rappelé à l'Intérieur après l'échec du référendum de 2005, par un Chirac contraint et forcé. Dominique de Villepin, très proche de Chirac, devient Premier ministre. Le chef de l'Etat espère en faire une candidature alternative. Las. Les émeutes de 2005 renforcent.

Sarkozy «premier flic de France». Villepin et son contrat première embauche (CPE) mettent la jeunesse dans la rue. L'affaire Clearstream éclate. Villepin est soupçonné d'avoir diligenté une enquête contre Sarkozy. Et finit au plus bas dans les sondages. Sarkozy, seul représentant de la droite, accède à l'Élysée.



2005

Samedi 2 avril 2011

20^e JOURNÉE
DU LIVRE
POLITIQUE

1991-2011
20 ans - 20 lois
qui ont changé
la vie des Français

Prix du Livre Politique
Prix des Députés
Débats, rencontres, dédicaces
Entrée libre de 10h à 17h30

Assemblée nationale
33, quai d'Orsay - 75007 Paris
Métro : Assemblée nationale
(se munir d'une pièce d'identité)

en partenariat avec :

ASSEMBLÉE NATIONALE SVCF Fimalac ALSTOM EDF LCP info Ipsos SciencesPo Lire la politique